

ARRÊTÉ N°2025/003
AUTORISANT LE DEVERSEMENT
TEMPORAIRE DES EAUX D'EXHAURE
DU CHANTIER DE LA

SCCV AULNAY CHEVALIER
TOURAINÉ
33 RUE DE CROULEBARBE
750013 PARIS
SIRET : 92229358400012

Pour ses installations 21-29 rue Arthur
Chevalier 93600 AULNAY-SOUS-BOIS

Dans le réseau public d'assainissement
du territoire Paris Terres d'Envol

Coordonnées du demandeur
Madame Julie DÉSIÉ
Chef de de projet
0658264407
jd@eliasun.com

Le Président de l'établissement public territorial PARIS TERRES D'ENVOL,

Vu les articles L.1331-1 à L.1331-10 et L.1337-2 du code de la santé publique,
Vu l'article L.213-10-2 du code de l'environnement modifié par l'article 84 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006,
Vu les articles L.2224-8, L.2224-9, L.3451-1, L.3451-3, R.2224-19 R.2224-19-1, R.2224-19-6 du code général des collectivités territoriales,
Vu le décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement,
Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2kg/j de DBO5,
Vu l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement,
Vu le règlement de service d'assainissement territorial adopté par délibération n° 152 du 13 décembre 2021,
Vu le règlement d'assainissement adopté par le Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis,
Vu règlement du service assainissement du SIAAP adopté par la délibération n°2014-237 du 15 octobre 2014,

Considérant l'avis émis sur la demande d'autorisation de déversement par :

- Le département de la Seine-Saint-Denis en date du 09/12/2024
- L'avis du SIAAP du 08/01/2025

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AUTORISATION

SCCV AULNAY CHEVALIER TOURAINE
33 RUE DE CROULEBARBE
750013 PARIS
SIRET : 92229358400012

dénommé **l'Etablissement** dans la suite du présent arrêté est autorisé dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux d'exhaure dans le réseau territorial d'eaux usées et d'eaux pluviales de la rue Arthur Chevalier. Le réseau territorial d'eaux pluviales rejoint le réseau départemental d'eaux pluviales au niveau du stade du Moulin neuf à Aulnay-Sous-Bois puis la Morée (rivière), gérée également par le département. Les eaux usées rejoindront le réseau départemental d'eaux usées du boulevard Charles Floquet à Aulnay-sous-Bois et les systèmes d'épuration du SIAAP.

L'Etablissement public territorial Paris Terres d'Envol est maître d'ouvrage du réseau territorial d'assainissement et responsable du service public d'assainissement territorial.

Dans la suite du document, il est dénommé **Paris Terres d'Envol**.

Les rejets auront lieu dans le branchement d'eaux pluviales d'une construction à démolir.

En raison de travaux réalisées par le Département de la Seine-Saint-Denis sur la Morée et de l'impossibilité d'implanter un ouvrage de rétention sur l'emprise du chantier, les eaux d'exhaure seront déversées dans le réseau d'eaux pluviales de 18h00 à 5h00 du matin (vers le milieu naturel) et dans le réseau d'eaux usées le reste du temps (vers les installations du SIAAP).

ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUE DES REJETS

A. Prescriptions générales

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux rejetées doivent :

- Être neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. En cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5 ;
- Être ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C ;
- Présenter un rapport de biodégradabilité (DCO/DBO5) inférieur à 2,5 ;
- Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles de :
 - Colorer anormalement les rejets
 - Porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système d'assainissement ;
 - Endommager le système de collecte et de transport, la station d'épuration et leurs équipements connexes ;
 - Entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues ;
 - Être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatique, d'effets nuisibles sur la santé ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics ;
 - Empêcher l'évacuation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement.
- Respecter les prescriptions du règlement de service de l'Assainissement de l'EPT, du règlement de l'assainissement Départemental.

B. Prescriptions particulières

Les eaux rejetées ne doivent pas contenir les substances visées par le décret n° 2005-378 du 20 avril 2005, ni celles figurant à l'annexe V de l'arrêté du 22 juin 2007, dans des concentrations susceptibles de conduire à une concentration dans les boues issues du traitement ou dans le milieu récepteur supérieure à celles qui sont fixées réglementairement.

Les eaux rejetées devront en particulier respecter les prescriptions particulières suivantes :

- Réseau d'eaux usées

Paramètres	Concentrations moyennes journalières maximale (mg /l)	Flux journaliers maximaux kg/j
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	2000 mg/l	572 kg/j

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20250127-2025-003-AU
Date de télétransmission : 27/01/2025
Date de réception préfecture : 27/01/2025

Demande Biologique en Oxygène à 5 jours (DBO5)	800 mg/l	228,8 kg/j
Matières En Suspension (MES)	600 mg/l	171,6 kg/j
Azote global (NGL)	150 mg/l	42,9 kg/j
Phosphore total (Pt)	50 mg/l	14,3 kg/j

- Réseau d'eaux pluviales

Paramètres	Concentrations moyennes journalières maximale (mg /l)	Flux journaliers maximaux kg/j
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	300 mg/l	72,6 kg/j
Demande Biologique en Oxygène à 5 jours (DBO5)	100 mg/l	24,2 kg/j
Matières En Suspension (MES)	100 mg/l	24,2 kg/j
Azote global (NGL)	30 mg/l	7,26 kg/j
Phosphore total (Pt)	10 mg/l	2,42 kg/j

- Quel que soit le réseau

Paramètres	Concentrations moyennes journalières (mg /l)	Flux journaliers maximaux kg/j
Métaux totaux (Pb + Cu + Cr + Ni + Zn + Sn + Cd + Hg + Fe + Al)	15 mg/l	4,29 kg/j
Indice phénols	0,3 mg/l	0,0858 kg/j
Cadmium (en Cd)	0,2 mg/l	0,01144 kg/j
Benzène	0,050**mg/l	0,0264kg/j
Toluène	0,074**mg/l	0,039072kg/j
Éthylbenzène	0,025** mg/l	0,132kg/j
Xylène	1,5 mg/l	0,0429 kg/j
Manganèse	0,05 mg/l	0,0143 kg/j
Mercure (en Hg)	0,05 mg/l	0,0143 kg/j
Chrome hexavalent et composés (en Cr)	0,1 mg/l	0,0286 kg/j
Plomb et composés (en Pb)	0,5 mg/l	0,143 kg/j
Cuivre et composés (en Cu)	0,5 mg/l	0,143 kg/j
Chrome et composés (en Cr)	0,5 mg/l	0,143 kg/j
Nickel et composés (Ni)	0,5 mg/l	0,143 kg/j
Zinc et composés (en Zn)	2 mg/l	0,572 kg/j
Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	5 mg/l	4,56 kg/j
AOX	1 mg/l	1,43 kg/j
Composés Organiques Halogénés Volatils (COHV) Avec :	1 mg/l	1,43 kg/j
Composés Organiques Halogénés Volatils (COHV)*	1 mg/l	0,528 kg/j
Avec :		
Trichlorométhane (Chloroforme)	0,050**	0,0264
Chlorure de Vinyle (Chloroéthylène)	0,025**	0,0132
Trichloroéthylène (Perchloroéthylène)	0,025**	0,0132
Tétrachloroéthylène	0,025**	0,0132
1.1-Dichloroéthane	0,092**	0,0485
1.2 Dichloroéthane	0,025**	0,0132
1.1.1-Trichloroéthane	0,026**	0,0137
1.1.2-Trichloroéthane	0,300**	0,1584

Paramètres	Concentrations moyennes journalières (mg /l)	Flux journaliers maximaux kg/j
Hydrocarbures totaux	10 mg/l	2,86 kg/j
Sulfates	400 mg/l	114,4 kg/j
Chlorures	500 mg/l	143 kg/j
HAP	0,05 mg/l	0,0143 kg/j
PCB	0,05 mg/l	0,0143 kg/j

**A minima, somme des 13 COHV. Le résultat de chaque composé de la somme sera rendu disponible et devra rester conforme à la valeur limite de l'arrêté du 02/02/1998 en vigueur.*

*** Valeurs limites de l'arrêté du 02/02/1998 en vigueur.*

Les autres substances non listées ci-dessus doivent rester conformes au règlement du Service d'assainissement de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol, du Service départemental de l'assainissement de la Seine-Saint-Denis et du SIAAP.

Toute autre substance doit rester conforme à la réglementation en vigueur, dans la branche d'activité ou les différents métiers de l'établissement. Par défaut, les valeurs de l'arrêté du 2 février 1998 et ses annexes seront prises en compte. Pour les BTEX, ces valeurs s'appliquent.

ARTICLE 3 – CONDITIONS TECHNIQUES DU DEVERSEMENT

Durée du rejet : 5 mois

Débit horaire moyen : 22 m³/h

Débit journalier : 528 m³/j

Débit de rejet dans le réseau d'eaux pluviales (18h à 5h du matin) : 242 m³ /j

Débit de rejet en journée dans le réseau d'eaux usées (6h à 17h) : 286 m³/j

Volume prévisionnel total dans le réseau d'eaux usées : 42 900 m³

Volume prévisionnel total dans le réseau d'eaux pluviales : 36 300 m³

Volume prévisionnel total : 79 200 m³

Nature des rejets

La principale activité de l'Etablissement concerne la construction de trois bâtiments contigus, de type R+5.

Il est précisé à l'Etablissement qu'à partir du 1^{er} janvier 2025, le rejet devra s'écouler dans le réseau d'eaux pluviales de 18h00 à 5h00 du matin du lundi au vendredi, en effet, les équipes du Département de la Seine-Saint-Denis effectueront des travaux sur la Morée nécessitant une mise à sec.

Plan des réseaux internes de collecte

L'Etablissement devra prendre toutes les dispositions nécessaires d'une part pour assurer que l'état de son réseau intérieur est conforme à la réglementation en vigueur et d'autre part pour éviter tout rejet intempestif susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, et le cas échéant, des ouvrages de dépollution, soit au personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement.

L'Etablissement devra entretenir convenablement ses canalisations de collecte d'effluents et procéder à des vérifications régulières de leur bon état.

Produits utilisés par l'Etablissement

L'Etablissement devra se tenir à la disposition de Paris Terres d'Envol pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits utilisés. A ce titre, les fiches « produit » et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées par Paris Terres d'Envol sur demande.

Traitement préalable aux déversements

Les eaux d'exhaure passeront également par un bac de décantation et un filtre à sable avant rejet au réseau public.

ARTICLE 4 – DUREE DE L'AUTORISATION

Le présent arrêté est délivré pour une durée de 5 mois à compter de sa date de signature.

Si l'Etablissement désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande à la Direction de l'Eau et l'Assainissement de Paris Terres d'Envol, par écrit 1 mois avant la date d'expiration du présent arrêté. En dessous de ce délai et si l'instruction de ce renouvellement se prolonge au-delà de la validité de la présente autorisation, la Direction de l'Eau et l'Assainissement se réserve le droit de faire interrompre le rejet le temps de cette instruction.

ARTICLE 5– CONDITIONS FINANCIERES

L'EPT Paris Terres d'Envol et le Département de la Seine-Saint-Denis n'appliquent pas de redevance pour le rejet d'exhaure dans le réseau d'eaux pluviales.

Le rejet des eaux d'exhaure dans le réseau d'eaux usées est soumis au paiement d'une redevance.

Le SIAAP appliquera une redevance d'assainissement sur les eaux d'exhaure rejoignant ses installations : c'est-à-dire pour les eaux déversées dans le réseau d'eaux usées.

En cas de non-transmission des résultats d'autosurveillance, la redevance d'assainissement sera établie sur le prévisionnel total (volume prévisionnel réseau d'eaux pluviales + volume prévisionnel réseau d'eaux usées).

Le rejet d'eaux claires (eaux d'exhaure) s'effectuant en partie sur un réseau d'eaux usées, il est assujéti à une redevance assainissement (cf. délibération départementale du 10 mars 2016). Comme le prévoit l'Article 35 du règlement de service d'assainissement départemental, approuvé le 13 février 2014, ainsi que le Règlement du Service d'Assainissement du SIAAP, le calcul de la redevance se fera sur les données d'autosurveillances fiables et validées par les services du Département. En cas de non-fourniture des éléments de comptage des eaux rejetées au réseau d'assainissement, les collectivités baseront le calcul de leur redevance sur le volume total autorisé, figurant à l'article 3 du présent arrêté. Aucune régularisation ne sera acceptée dans un délai de plus de 3 mois après la date de fin d'autorisation de rejet.

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement dont le déversement temporaire des eaux d'exhaure est autorisé par le présent arrêté est soumis au paiement d'une redevance d'assainissement collectif dont le tarif est fixé dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Pour les eaux d'exhaure rejetées au réseau territorial d'eaux usées, cette redevance est calculée selon les délibérations en vigueur sur la base d'une tarification des parts collecte, transport et traitement. Les eaux rejetées au réseau d'assainissement devront être comptabilisées par l'entreprise. Les eaux pluviales seront à déconnecter du comptage des eaux claires rejetées au réseau. Les rejets d'eaux pluviales ne donnent pas lieu à l'application d'une redevance.

Comme le prévoit le Règlement du Service d'Assainissement du SIAAP et celui de Paris Terres d'Envol, le calcul de la redevance se fera sur les données d'autosurveillances fiables et validées par les services. En cas de non-fourniture des éléments de comptage des eaux rejetées au réseau d'assainissement, les collectivités baseront le calcul de leur redevance sur le volume total autorisé.

Pour les eaux provenant du réseau d'eau potable, cette redevance est réputée payée dans le cadre de la facturation par le distributeur d'eau. L'Etablissement n'a pas fait de déclaration préalable à l'instruction du présent arrêté d'autorisation de déversement temporaire pour les eaux provenant du réseau d'eau potable permettant de justifier un volume déversé au réseau d'assainissement inférieur au volume d'eau consommé. Aussi, aucune demande de dégrèvement ultérieure ne sera recevable.

En cas de non-fourniture des éléments de comptage des eaux rejetées au réseau d'assainissement, les collectivités baseront le calcul de leur redevance sur le volume total autorisé, figurant à l'article 3 – **CONDITIONS TECHNIQUES DU DEVERSEMENT** – nature des rejets de la présente autorisation. **Aucune régularisation ne sera acceptée dans un délai de plus de 3 mois après la date de fin d'autorisation de rejet.**

ARTICLE 6 – AUTOSURVEILLANCE

L'Etablissement est responsable, à ses frais, de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions du présent arrêté.

Chaque ouvrage et installation de prélèvement est équipé de moyens de mesure ou d'évaluations appropriées du volume prélevé.

Le titulaire devra mettre en place un programme de surveillance des rejets.

Le demandeur consigne sur un registre les éléments du suivi de l'exploitation de l'installation de prélèvement :

- Les volumes prélevés quotidiennement ;
- Les incidents survenus au niveau de l'exploitation.

Il est demandé au pétitionnaire un curage régulier des ouvrages de prétraitement, un suivi continu du pH et un traitement complémentaire pour ramener le pH aux teneurs maximales imposées en cas de dépassement.

Une autosurveillance (comptage + analyses) sera mise en place pour chaque point de déversement : réseau d'eaux pluviales et réseau d'eaux usées.

Les paramètres du tableau de l'article 2-B seront analysées mensuellement à compter du premier jour du déversement. Les COHV et les BTEX seront analysés à une fréquence hebdomadaire durant les 3 premières semaines du déversement puis à une fréquence mensuelle si les résultats ne présentent pas de dépassement des concentrations maximales autorisées du tableau de l'article 2-B.

Les résultats d'autosurveillance des 2 points de déversement seront transmis au SIAAP dont les coordonnées sont renseignées dans le tableau « Contacts » de l'article 6.

Surveillance des dispositifs de traitement avant rejet :

Description des installations en place :

Chaque ouvrage de traitement sera inspecté à fréquence régulière, et entretenu de manière à être en permanence opérationnel suivant ses caractéristiques et ses performances annoncées. Un cahier d'exploitation sera tenu à jour pour chaque ouvrage. Chaque intervention ou vérification devra être consignée. Les bordereaux de suivi des déchets y seront conservés. Ce cahier sera tenu à disposition des agents des services publics de l'assainissement.

Entretien et élimination des déchets :

L'établissement a l'obligation de maintenir en permanence ses installations de pré-traitement/récupération en bon état de fonctionnement. Pour cela, les regards de vidange doivent être parfaitement accessibles. Ils seront suffisamment grands pour permettre le nettoyage et les éventuelles opérations de maintenance à effectuer sur l'appareil.

L'installation récupérant les boues/les hydrocarbures devra être vidangée et curée régulièrement, au minimum annuellement, en fonction de son utilisation et de sa capacité de rétention. Les boues/les hydrocarbures, stockés sur rétention, doivent être évacués en tant que déchets industriels spéciaux et confiés à une société agréée qui assurera leur élimination ou leur valorisation dans les conditions réglementaires en vigueur.

Les by-pass qui permettent d'isoler l'appareil doivent être évités.

Surveillance de la qualité des rejets :

Des mesures de pH, le débit et de température de l'effluent seront effectuées **journalièrement**.

Les paramètres du tableau de l'article 2-B seront analysés **mensuellement** en laboratoire agréé sur un prélèvement en un point représentatif du rejet global au réseau d'assainissement. Les sulfates devront être analysés toutes les **deux semaines**.

Transmission des données obtenues :

En cas de non-conformité du rapport d'analyse transmis par le laboratoire, l'établissement devra arrêter le déversement et mettre en place un dispositif de prétraitement adéquat et bien dimensionné au regard de la pollution à traiter.

Ce programme d'autosurveillance pourra être modifié sur la période, en fonction des résultats obtenus.

Le rapport d'autosurveillance qui sera transmis à la fin du rejet sera accompagnée d'un bilan comportant :

- Le volume d'eau rejeté au réseau d'assainissement.
- Les résultats d'autosurveillance.
- La consommation en eau potable pour chaque usage.

Il conviendra d'envoyer les résultats d'analyse des eaux aux gestionnaires d'assainissement dont les contacts apparaissent ci-dessous.

Contacts

Contact établissement	Téléphone	Courriel
EPT Paris Terres d'Envol	0 800 10 23 13	contact.usagers@paristde.fr
Département de Seine-Saint-Denis DEA Bureau Qualité des Eaux 93 006 BOBIGNY Cédex	01 43 93 65 00	autosurveillance-rejet@seinesaintdenis.fr
SIAAP Direction Etudes Stratégiques et Prospectives Service Schéma Directeur Unité Eaux Usées Non Domestiques 2 rue Jules César 75589 PARIS CEDEX 12	01 44 75 69 29 01 44 75 61 56	arrete.deversement@siaap.fr

Contrôle

Paris Terres d'Envol et le Département de Seine-Saint-Denis pourront effectuer, à leurs frais et de façon inopinée, des contrôles de débit et de qualité.

L'Etablissement facilitera l'accès des agents de Paris Terres d'Envol et du Département de Seine-Saint-Denis, ou des personnes mandatées par ces services, à ses installations pour leur permettre d'effectuer toute inspection ou

prélèvement nécessaire à l'exercice de leur mission de contrôle du bon respect des termes de la présente autorisation. Ces contrôles ont lieu de façon inopinée.

Paris Terres d'Envol et le Département de Seine-Saint-Denis pourront faire supporter les frais du contrôle par l'auteur du déversement si au moins une analyse démontre que les eaux rejetées ne sont pas conformes aux prescriptions, sans préjudice des sanctions prévues dans le règlement d'assainissement.

Paris Terres d'Envol et le Département de Seine-Saint-Denis (ainsi que les organismes et laboratoires d'analyse appelés à intervenir dans le cadre de ces contrôles) s'engagent à respecter le caractère confidentiel des résultats d'analyses, notamment pour préserver certains secrets de fabrication de l'Etablissement.

ARTICLE 7 – NON-RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION

L'Etablissement devra prendre les mesures nécessaires pour prévenir les risques de déversement de produits dangereux et pour limiter les conséquences d'un déversement accidentel.

L'Etablissement s'engage à alerter immédiatement Paris Terres d'Envol, le Département ainsi que le SIAAP en cas de risque :

- Soit d'un rejet non conforme, à la suite d'un dysfonctionnement du prétraitement éventuel ou non (mesures in situ, autosurveillance, observations...);
- Soit d'un rejet accidentel de produits toxiques ou corrosifs, ou susceptibles de provoquer des dégagements gazeux.
- Au regard des résultats d'analyses, réalisées sur les eaux d'exhaure préalablement. A leur rejet, mettant en évidence la présence de certains COHV au-delà des concentrations maximales autorisées, et des traces de BTEX il sera demandé à l'établissement d'installer au droit du rejet (ou en sortie du dispositif de traitement après stripping), un détecteur de gaz en continu de COV de type PID, incluant les principaux COHV et les BTEX, permettant de contrôler les dégagements gazeux. Ce système devra permettre de donner l'alerte auprès des gestionnaires mentionnés dans l'article 7 et de stopper immédiatement le rejet en cas de dépassement du seuil de 20 ppm.
- En cas de dysfonctionnement du dispositif de traitement le rejet au réseau sera alors immédiatement stoppé.
- En cas de non-respect des conditions d'admission, l'établissement devra donner l'alerte auprès de la permanence du SIAAP.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées par la présente autorisation, l'Etablissement est tenu de :

- Prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Paris Terres d'Envol et du Département de Seine-Saint-Denis pour une autre solution ;
- Isoler son réseau d'évacuation d'eaux si le dépassement fait peser un risque grave pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de Paris Terres d'Envol et du Département de Seine-Saint-Denis.

En cas de dépassement de seuil sur le paramètre sulfate établi à 400 mg/l, l'établissement devra mettre en place un détecteur d'H₂S au droit du rejet, afin de surveiller les émanations de gaz soufrés au réseau d'assainissement. Ce détecteur devra être accompagné d'une transmission de résultats à fréquence très courte et d'une alarme en cas du dépassement du seuil d'H₂S de 5 ppm.

Ce système devra être susceptible de stopper le rejet en cas de dégagement. Dans ce cas, l'établissement devra mettre en place un dispositif pour améliorer cette situation, soit par la mise en route d'un dispositif de prétraitement, soit par l'injection de réactif pour éviter les phénomènes de fermentation.

L'Etablissement précisera la nature et la quantité du désordre constaté. Il mettra tout en œuvre pour le faire cesser sans délai. Avant la reprise du rejet, l'Etablissement en demandera l'autorisation au gestionnaire après avoir démontré le retour à une situation normale et les moyens engagés pour éviter un nouveau dysfonctionnement.

Pour cette alerte, les contacts sont les suivants :

Établissement public territorial Paris Terres d'Envol

Direction de l'Eau et l'Assainissement

0 800 10 23 13 – contact.usagers@paristde.fr

Département de Seine-Saint-Denis

Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Service Hydrologie Urbaine et Environnement

Bureau Qualité des Eaux

01 43 93 65 00

SIAAP

Permanence du SIAAP (24h/24 7j/7)

pc.saphyrs@siaap.fr

01 44 75 61 91 / 01 44 75 68 76

Si nécessaire, Paris Terres d'Envol se réserve le droit de :

- a) N'accepter dans le réseau d'assainissement territorial que la fraction des eaux correspondant aux prescriptions définies dans la présente autorisation ;
- b) Prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du ou des branchements en cause, si la limitation des débits collectés, prévue au a) précédent, est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ces cas, Paris Terres d'Envol :

- Informera l'Etablissement de la situation et de la ou les mesures envisagées, ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- Le mettra en demeure d'avoir à se conformer aux dispositions définies dans la présente autorisation avant cette date.

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Direction de l'Eau et l'Assainissement du fait du non-respect des conditions d'admission, en particulier, des valeurs limites définies par la présente autorisation, et ce dès lors que le lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par la Direction de l'Eau et l'Assainissement aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Direction de l'Eau et l'Assainissement et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par celle-ci.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Les contraventions à la présente autorisation feront l'objet d'un signalement écrit à l'Etablissement et seront poursuivies conformément aux lois.

ARTICLE 8 – CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement devra en informer Paris Terres d'Envol

Toute modification apportée par l'Etablissement, et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet, doit être portée à la connaissance de Paris Terres d'Envol. Une nouvelle autorisation de déversement au réseau public d'assainissement pourra alors être établie en tenant compte de l'évolution des activités du site, des modifications éventuelles apportées au système d'assainissement et de l'évolution de la réglementation en annulant de fait la précédente.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables aux services publics d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions de la présente autorisation pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée :

- Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis
- Monsieur le Président du SIAAP
- Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis, Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France, Service Police de l'eau, cellule Paris proche couronne ;
- Monsieur le Maire d'Aulnay-sous-Bois

Fait à Aulnay-sous-Bois, le 27 JAN. 2025



Bruno BESCHIZZA

Président de Paris Terres d'Envol

Maire d'Aulnay-sous-Bois

Accusé de réception en préfecture
097-20250127-2025-003-AU
Date de télétransmission : 27/01/2025
Date de réception préfecture : 27/01/2025



- ▶ Traitement d'eau de fouille
- ▶ Intervention d'urgence
- ▶ Décantation efficace des MES
- ▶ Fonctionnement gravitaire

Principe

Le skid décanteur lamellaire permet une décantation efficace des matières en suspensions (MES). Compact et livré clé en main, il est adapté à une utilisation en extérieur.

Le Matériel

La structure sur skid en acier galvanisé permet une manutention facile sur site grâce aux anneaux de levage ou aux passages de fourches.

Ce skid se compose de :

- ▶ Un décanteur lamellaire 20 m³/h en PEHD
- ▶ Une goulotte de récupération des hydrocarbures
- ▶ Une sonde de niveau anti-débordement (prête à être câblée)
- ▶ Quatre brides DN50 avec vannes papillon pour vidange du skid ou soutirage de la boue
- ▶ Quatre vannes 1/4 de tour pour détermination du niveau de boues
- ▶ Raccords entrée et sortie adaptables sur demande

Produits associés

- ▶ Une ou plusieurs pompes de chantier
- ▶ Des tuyaux souples équipés de raccords pompier DN50
- ▶ Skid séparateur 20 m³/h
- ▶ Pompe de soutirage de la boue
- ▶ Pompe de récupération des hydrocarbures purs
- ▶ Gaine Ø160 DN150 pour écoulement gravitaire



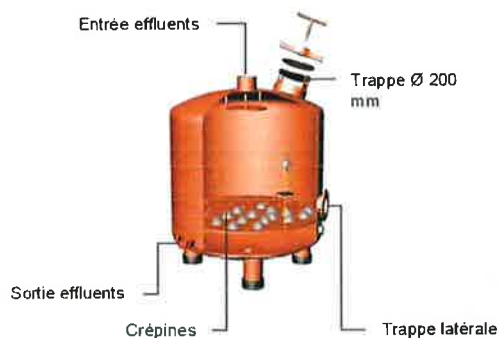
Caractéristiques	
Débit maximal	20 m ³ /h
Volume du décanteur	5000 L
Volume du pack lamellaire	1200 L
Vitesse d'écoulement au débit maximum	1 m/h
Volume maximum de boues	1250 L
Encombrement L x l x h	3400 x 1500 x 2450 mm
Poids à vide	1100 kg
Connexion entrée	Bride DN65
Connexion sortie	Bride DN150

VALGO SAS au capital de 1856 600 €
453 975 831 RCS Rouen - Code APE 3900Z
N° TVA Intracommunautaire FR 72 453 975 831

Siège Social : 72 rue Aristide Briand
76650 Petit Couronne

www.valgo.com

Page 1 sur 1



- Débit d'eau filtre à charbon : 1 à 3 m³/h
- Débit d'eau filtre à sable : 1 à 25 m³/h
- Utilisation comme filtre à sable ou filtre à charbon actif
- Fabrication acier / revêtement interne époxy

Principe

L'eau polluée entre par la bride supérieure, traverse de haut en bas le lit filtrant qui repose sur un plancher équipé de crépines, puis ressort par la bride inférieure.

Le remplissage s'effectue par la trappe supérieure Ø 200 mm.

Deux trappes latérales Ø 150 mm permettent de vidanger le filtre.

Options

- Contre-lavage : le filtre peut être fourni avec une panoplie de vannes permettant de réaliser des contre-lavages manuels. Sur demande, le système de contre-lavage peut être automatisé.
- Châssis de transport en acier galvanisé : manutention par transpalette, chariot élévateur ou grue.



FB280



FB500

Modèle	FB 125	FB 280	FB 500
Dimensions (mm)	Ø 700 x H 1180	Ø 950 x H 1250	Ø 1200 x H 1300
Poids à vide (kg)	90	350	375
Pression maximale (bar)	8	8	8
Volume de charbon (litres)	125	280	500
Capacité sable (kg)	200	400	500
Connexions	Taraudages 2" F*	Brides DN80*	Brides DN100*

*Raccords type Guillemin sur demande.

ANNEXE III : Analyse des eaux de nappe

Les analyses effectuées montrent un dépassement des seuils de rejet en Sulfates, Matières en suspension et sur certains métaux (Aluminium+Fer et Manganèse).

Le demandeur indique qu'il mettra sur site un décanteur lamellaire pour l'abattement des MES. Il est précisé à l'Etablissement qu'il doit réaliser des analyses d'autosurveillance comme indiqué dans la partie surveillance de la qualité des rejets de l'article 6.

Le dispositif de prétraitement sera complété par la pose sur site d'un filtre à sable afin de respecter les normes de rejet pour les métaux.

Si les résultats montrent une non-conformité notamment sur les matières en suspension et les Sulfates, le demandeur devra prévoir un système de prétraitement plus adapté à la pollution à traiter.

La prescription relative au paramètre MES n'est pas respectée. La concentration mesurée est de 560mg/l pour l'échantillon PZ1 et de 5 800 mg/l pour l'échantillon PZ2, pour une valeur maximale autorisée de 100 mg/l en réseau d'eaux pluviales et de 600 mg/l en réseau d'eaux usées.

La prescription relative au paramètre Chlorure de Vinyle n'est pas systématiquement respectée. La concentration mesurée est de 150µg/l pour l'échantillon PZ1 et de 10 µg/l pour l'échantillon PZ1 et de 10 µg/l pour l'échantillon PZ2, pour une valeur maximale autorisée de 25 µg/l.

Les dépassements constatés pour l'échantillon PZ2 sur la somme des paramètres Aluminium et Fer (concentration mesurée de 32,0 mg/l pour une valeur maximale autorisée de 5,0 mg/l), le paramètre Arsenic (concentration mesurée de 570 µg/l pour une valeur maximale autorisée de 50 µg/l) et le paramètre Manganèse (concentration mesurée de 1,6 mg/l pour valeur maximale autorisée de 1,0mg/l) semblent, à première vue, résulter d'une méthode d'analyse permettant de quantifier les concentrations des paramètres métalliques dans la phase dissoute et dans la phase particulaire, et d'une concentration élevée en MES.

Il est donc attendu que le dispositif de traitement prévu permette d'assurer la conformité des rejets vis-à-vis des prescriptions de l'article 2-B du présent arrêté. Au regard des polluants présents (présence de certains COHV au-delà des seuils réglementaires, et de traces de BTEX), il est fortement conseillé à l'établissement de prévoir un second filtre à charbon actif, soit en secours du filtre déjà prévu en cas de saturation, soit branché en série du filtre déjà prévu pour compléter le traitement initial s'il s'avère insuffisant.

La prescription relative au paramètre Sulfates n'est pas respectée. La concentration mesurée est de 1 300 mg/l pour l'échantillon PZ1 et de 520 mg/l pour l'échantillon PZ2, pour une valeur maximale autorisée de 400 mg/l.

Il est donc attendu que l'établissement se conforme aux préconisations reprises dans l'article 7 du présent arrêté afin de surveiller les émanations de gaz souffrés pouvant engendrer un danger pour le personnel exploitant ou des nuisances olfactives dans l'environnement.

L'intégralité des paramètres listés dans le programme de surveillance de la qualité des rejets de l'article 2-B n'a pas été analysée. Le paramètre Chrome hexavalent (VI) est absent des résultats transmis. Le paramètre Chrome total avec une concentration mesurée de 0,0054 mg/l pour l'échantillon PZ1 et de 0,021 mg/l pour l'échantillon PZ2 reste conforme à la concentration maximale autorisée de 0,1 mg/l pour le chrome hexavalent (VI).

Il est donc attendu que l'établissement mette en place un programme de surveillance de la qualité des rejets tel que défini à l'article 2 et à l'article 6 du présent arrêté.

AL-West B.V.

Dortmundstraat 16B, 7418 BH Deventer, the Netherlands
Tel. +31(0)570 788110
e-Mail: info@al-west.nl, www.al-west.nl



AGROLAB GROUP

Your labs. Your service.

ATLAS Géotechnique SAS
5 rue Mona Lisa
91090 LISSES
FRANCE

Date 15.08.2023
N° Client 35008283
N° commande 1303155

RAPPORT D'ANALYSES

Cde 1303155 Eau

Client 35008283 ATLAS Géotechnique SAS
Référence AULNAY SOUS BOIS 220659
Date de validation 07.08.23
Prélèvement par: Client

Madame, Monsieur

Nous avons le plaisir de vous adresser ci-joint le rapport définitif des analyses chimiques provenant du laboratoire pour votre dossier en référence.

Nous signalons que le certificat d'analyses ne pourra être reproduit que dans sa totalité. Les annexes éventuelles font partie du rapport.

Nous vous informons que seules les conditions générales de AL-West, déposées à la Chambre du Commerce et de l'Industrie de Deventer, sont en vigueur.

Au cas où vous souhaiteriez recevoir des renseignements complémentaires, nous vous prions de prendre contact avec le service après-vente.

En vous remerciant pour la confiance que vous nous témoignez, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur l'expression de nos sincères salutations.

Respectueusement,

AL-West B.V. Mme Fatima-Zahra Saati, Tel. 33/380680132
Chargée relation clientèle

Kamer van Koophandel
Nr. 08110898
VAT/BTW-ID-Nr.:
NL 811132559 B01

Directeur
ppa. Marc van Gelder
Dr. Paul Wimmer

page 1 de 7



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20250127-2025-003-AU
Date de télétransmission : 27/01/2025
Date de réception préfecture : 27/01/2025

AL-West B.V.

Dortmundstraat 16B, 7418 BH Deventer, the Netherlands
Tel. +31(0)570 788110
e-Mail: info@al-west.nl, www.al-west.nl



Cde 1303155 Eau

N° échant.	Nom de l'échantillon	Prélèvement	Site du prélèvement
329562	PZ1	31.07.2023	

Unité 329562
PZ1

Analyses sur site

pH (sur site)	7,0
Température de l'eau °C sur site	14

Analyses Physico-chimiques

Détergents anioniques	mg/l	<0,1
Fluorures (F)	mg/l	2,9
Azote Kjeldahl (NTK)	mg/l	<1,0
Chlorures	mg/l	53
Indice phénol	µg/l	<10
Nitrates - N	mg/l	0,12
Nitrites - N	mg/l	<0,01
Phosphore total (P)	mg/l	0,17
Sulfates	mg/l	1300
DBO 5	mg/l	<1
Demande chimique en oxygène (DCO)	mg/l	7
Méthode DBO	Jours	(2+5)
Nombre de dilutions DBO5		3
Matières en suspension	mg/l	560
N-global	mg/l	<1,1

Prétraitement pour analyses des métaux

Minéralisation à l'eau régale	++
-------------------------------	----

Métaux

Aluminium (Al) (total)	µg/l	1400
Arsenic (As) (total)	µg/l	<10
Cadmium (Cd) (total)	µg/l	<0,20
Chrome (Cr) (total)	µg/l	5,4
Cuivre (Cu) (total)	µg/l	8,3
Fer (Fe) (total)	µg/l	2700
Manganèse (Mn) (total)	µg/l	85
Mercure (Hg) (total)	µg/l	<0,1
Nickel (Ni) (total)	µg/l	<10
Plomb (Pb) (total)	µg/l	<10
Zinc (Zn) (total)	µg/l	9,7

Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (ISO)

Naphtalène	µg/l	0,079
------------	------	-------

DOC IS 2/17746-PR-P2

Les paramètres réalisés par AL-West BV sont accrédités selon la norme EN ISO/IEC 17025:2017. Seuls les paramètres non accrédités et/ou externalisés sont marqués du symbole «-».

Kamer van Koophandel Directeur
Nr. 08110898 ppa. Marc van Gelder
VAT/BTW-ID-Nr.: Dr. Paul Wimmer
NL 811132559 B01

page 2 de 7



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20250127-2025-003-AU
Date de télétransmission : 27/01/2025
Date de réception préfecture : 27/01/2025

AL-West B.V.

Dortmundstraat 16B, 7418 BH Deventer, the Netherlands
Tel. +31(0)570 788110
e-Mail: info@al-west.nl, www.al-west.nl



Cde 1303155 Eau

Unité 329562
PZ1

Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (ISO)

Acénaphthylène	µg/l	<0,050
Acénaphthène	µg/l	<0,0050
Fluorène	µg/l	0,016
Phénanthrène	µg/l	0,015
Anthracène	µg/l	<0,0050
Fluoranthène	µg/l	<0,020 ^{m)}
Pyrène	µg/l	0,022
Benzo(a)anthracène	µg/l	<0,0050
Chrysène	µg/l	<0,0050
Benzo(b)fluoranthène	µg/l	<0,0050
Benzo(k)fluoranthène	µg/l	<0,0050
Benzo(a)pyrène	µg/l	<0,0050
Dibenzo(ah)anthracène	µg/l	<0,0050
Benzo(g,h,i)peryène	µg/l	<0,0050
Indéno(1,2,3-cd)pyrène	µg/l	<0,0050
Somme HAP (16 EPA)	µg/l	0,13 ^{x)}

Composés aromatiques

Benzène	µg/l	4,4
Toluène	µg/l	<0,5
Ethylbenzène	µg/l	1,8
m,p-Xylène	µg/l	<0,2
o-Xylène	µg/l	<0,50
Somme Xylènes	µg/l	n.d.

COHV

Dichlorométhane	µg/l	<0,5
Tétrachlorométhane	µg/l	<0,1
Trichlorométhane	µg/l	<0,5
1,1-Dichloroéthane	µg/l	17
1,2-Dichloroéthane	µg/l	<0,5
1,1,1-Trichloroéthane	µg/l	<0,5
1,1,2-Trichloroéthane	µg/l	0,5
1,1-Dichloroéthylène	µg/l	<0,1
Chlorure de Vinyle	µg/l	150
cis-1,2-Dichloroéthène	µg/l	83
Trans-1,2-Dichloroéthylène	µg/l	2,7
Somme cis/trans-1,2-Dichloroéthylènes	µg/l	86
Trichloroéthylène	µg/l	<0,5
Tétrachloroéthylène	µg/l	<0,1

Les paramètres réalisés par AL-West BV sont accrédités selon la norme EN ISO/IEC 17025:2017. Seuls les paramètres non accrédités et/ou externalisés sont marqués du symbole "x".

DOC-13 21417436-FR-P3

Kamer van Koophandel Directeur
Nr. 08110898 ppa. Marc van Gelder
VAT/BTW-ID-Nr.: Dr. Paul Wimmer
NL 811132559 B01

page 3 de 7



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20250127-2025-003-AU
Date de télétransmission : 27/01/2025
Date de réception préfecture : 27/01/2025

AL-West B.V.

Dortmundstraat 16B, 7418 BH Deventer, the Netherlands
Tel. +31(0)570 788110
e-Mail: info@al-west.nl, www.al-west.nl



AGROLAB GROUP

Your labs. Your service.

Cde 1303155 Eau

Unité 329562
P21

Composés Organohalogénés

AOX	mg/l	0,061
-----	------	-------

Polychlorobiphényles

PCB (28)	µg/l	<0,010
PCB (52)	µg/l	<0,010
PCB (101)	µg/l	<0,010
PCB (118)	µg/l	<0,010
PCB (138)	µg/l	<0,010
PCB (153)	µg/l	<0,010
PCB (180)	µg/l	<0,010
Somme PCB (STI) (ASE)	µg/l	n.d.
Somme 7 PCB (Ballschmiter)	µg/l	n.d.

Hydrocarbures totaux

Hydrocarbures totaux C10-C40	µg/l	<50
Fraction C10-C12	µg/l	<10 ^{*)}
Fraction C12-C16	µg/l	<10 ^{*)}
Fraction C16-C20	µg/l	<5,0 ^{*)}
Fraction C20-C24	µg/l	<5,0 ^{*)}
Fraction C24-C28	µg/l	9,1 ^{*)}
Fraction C28-C32	µg/l	13 ^{*)}
Fraction C32-C36	µg/l	11 ^{*)}
Fraction C36-C40	µg/l	<5,0 ^{*)}

x) Les résultats ne tiennent pas compte des teneurs en dessous des seuils de quantification.

m) Etant donné l'influence perturbatrice de l'échantillon, les limites de quantification ont été relevées.

Explication: dans la colonne de résultats "<" signifie inférieur à la limite de quantification; n.d. signifie non déterminé.

Les incertitudes de mesure analytiques spécifiques aux paramètres ainsi que les informations sur la méthode de calcul sont disponibles sur demande, si les résultats communiqués sont supérieurs à la limite de quantification spécifique au paramètre. Les critères de performance minimaux des méthodes appliquées sont généralement basés selon la Directive 2009/90/CE de la Commission Européenne en ce qui concerne l'incertitude de mesure.

Analyse des nitrates: une teneur en chlorure supérieure à 100 mg/l peut avoir un effet négatif sur la teneur en nitrates.

Analyse des nitrites: le chlore libre peut interférer avec la détermination des nitrites.

Analyse de la DBO-5: L'analyse a été réalisée avec suppression de la nitrification. Le nombre de réplique pour la mesure est de un.

La méthode d'analyse de la DBO5 est effectuée conformément à la norme en (5) jours ou (2 + 5) jours.

Phosphore total: préparation selon NEN 6863 (1987), mesure conforme à NEN-ISO 15923-1.

Début des analyses: 07.08.2023

Fin des analyses: 15.08.2023

Les résultats portent exclusivement sur les échantillons analysés. Si le laboratoire n'est pas responsable de l'échantillonnage, les résultats correspondent à l'échantillon tel qu'il a été reçu. Le laboratoire n'est pas responsable des informations fournies par le client. Les informations du client, le cas échéant, présentées dans le présent rapport d'essai ne sont pas soumises à l'accréditation du laboratoire et peuvent affecter la validité des résultats d'essai. La reproduction d'extraits de ce rapport sans notre autorisation écrite n'est pas autorisée.

DOC-13-2141746-FR P4

Kamer van Koophandel Directeur
Nr. 08110898 ppa. Marc van Gelder
VAT/BTW-ID-Nr.: Dr. Paul Wimmer
NL 811132559 B01

page 4 de 7



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20250127-2025-003-AU
Date de télétransmission: 27/01/2025
Date de réception préfecture: 27/01/2025

AL-West B.V.

Dortmundstraat 16B, 7418 BH Deventer, the Netherlands
Tel. +31(0)570 788110
e-Mail: info@al-west.nl, www.al-west.nl

**RAPPORT D'ANALYSE 1474731 - 431074 220659 - AULNAY SOUS BOIS**

Date: 29.10.2024

Information sur l'échantillon

Numéro d'échantillon	Nom d'échantillon	Date de prélèvement
431074	PZ2	21.10.2024

Analyses sur site

Paramètres	Unité	431074 PZ2
pH (sur site) ⁴⁾		7,2
Température sur site (*C) ⁴⁾	*C	13

Analyses Physico-chimiques

Paramètres	Unité	431074 PZ2
Détergents anioniques ⁴⁾	mg/l	0,2
Fluorures (F)	mg/l	2,3
Azote Kjeldahl (NTK)	mg/l	<1,0 ³⁾
Chlorures	mg/l	13
Indice phénol	µg/l	<10 ³⁾
Nitrates - N ⁷⁾	mg/l	3,3
Nitrites - N ⁹⁾	mg/l	<0,01 ³⁾
Phosphore total (P) ⁵⁾	mg/l	0,60
Sulfates	mg/l	520
DBO 5 ⁶⁾	mg/l	7
Demande chimique en oxygène (DCO)	mg/l	24
Méthode DBO ⁴⁾	Jours	(5)
Nombre de dilutions DBO5		2
Matières en suspension	mg/l	5800
N-global	mg/l	3,3 ²⁾

Prétraitement pour analyses des métaux

Paramètres	Unité	431074 PZ2
Minéralisation à l'eau régale		++ ¹⁾

Métaux

Paramètres	Unité	431074 PZ2
Aluminium (Al) (total)	µg/l	13000
Arsenic (As) (total)	µg/l	570
Cadmium (Cd) (total)	µg/l	0,79
Chrome (Cr) (total)	µg/l	21
Cuivre (Cu) (total)	µg/l	34
Fer (Fe) (total)	µg/l	19000
Manganèse (Mn) (total)	µg/l	1600
Mercuré (Hg) (total)	µg/l	<0,1 ³⁾
Nickel (Ni) (total)	µg/l	27
Plomb (Pb) (total)	µg/l	33
Zinc (Zn) (total)	µg/l	90

Les paramètres réalisés par AL-West BV sont accrédités selon la norme EN ISO/IEC 17025:2017. Seuls les paramètres non accrédités et/ou externalisés sont marqués du symbole ⁴⁾.

Kamer van Koophandel Directeur
Nr. 08110898 ppa. Marc van Gelder
VAT/BTW-ID-Nr.: Dr. Paul Wimmer
NL 811132559 B01

page 2 de 6



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20250127-2025-003-AU
Date de télétransmission : 27/01/2025
Date de réception préfecture : 27/01/2025

AL-West B.V.

Dortmundstraat 16B, 7418 BH Deventer, the Netherlands
Tel. +31(0)570 788110
e-Mail: info@al-west.nl, www.al-west.nl

**AGROLAB GROUP**

Your labs. Your service.

RAPPORT D'ANALYSE 1474731 - 431074 220659 - AULNAY SOUS BOIS

Date: 29.10.2024

Information sur l'échantillon

Numéro d'échantillon	Nom d'échantillon	Date de prélèvement
431074	PZ2	21.10.2024

Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (ISO)

Paramètres	Unité	431074 PZ2
Naphtalène	µg/l	0,035
Acénaphthylène	µg/l	0,051
Acénaphthène	µg/l	<0,0050 ^{*)}
Fluorène	µg/l	0,0060
Phénanthrène	µg/l	0,0070
Anthracène	µg/l	<0,0050 ^{*)}
Fluoranthène	µg/l	0,058
Pyrène	µg/l	0,0060
Benzo(a)anthracène	µg/l	<0,0050 ^{*)}
Chrysène	µg/l	<0,0050 ^{*)}
Benzo(b)fluoranthène	µg/l	<0,0050 ^{*)}
Benzo(k)fluoranthène	µg/l	<0,0050 ^{*)}
Benzo(a)pyrène	µg/l	0,0050
Dibenzo(ah)anthracène	µg/l	<0,0050 ^{*)}
Benzo(g,h,i)peryène	µg/l	<0,0050 ^{*)}
Indénol(1,2,3-cd)pyrène	µg/l	<0,0050 ^{*)}
Somme HAP (16 EPA)	µg/l	0,17^{*)}

Composés aromatiques

Paramètres	Unité	431074 PZ2
Benzène	µg/l	0,6
Toluène	µg/l	<0,5 ^{*)}
Ethylbenzène	µg/l	<0,5 ^{*)}
m,p-Xylène	µg/l	<0,2 ^{*)}
o-Xylène	µg/l	<0,50 ^{*)}
Somme Xylènes	µg/l	n.d.^{*)}

COHV

Paramètres	Unité	431074 PZ2
Dichlorométhane	µg/l	<0,5 ^{*)}
Trichlorométhane	µg/l	<0,5 ^{*)}
Tétrachlorométhane	µg/l	<0,1 ^{*)}
1,1-Dichloroéthane	µg/l	1,2
1,2-Dichloroéthane	µg/l	<0,5 ^{*)}
1,1,1-Trichloroéthane	µg/l	<0,5 ^{*)}
1,1,2-Trichloroéthane	µg/l	<0,5 ^{*)}
1,1-Dichloroéthylène	µg/l	<0,1 ^{*)}
Chlorure de Vinyle	µg/l	10
cis-1,2-Dichloroéthylène	µg/l	3,7
Trans-1,2-Dichloroéthylène	µg/l	<0,50 ^{*)}
Somme cis/trans-1,2-Dichloroéthylènes	µg/l	3,7^{*)}

Les paramètres réalisés par AL-West BV sont accrédités selon la norme EN ISO/IEC 17025:2017. Seuls les paramètres non accrédités et/ou externalisés sont marqués du symbole *).

Kamer van Koophandel Directeur
Nr. 08110898 ppa. Marc van Gelder
VAT/BTW-ID-Nr.: Dr. Paul Wimmer
NL 811132559 B01

page 3 de 6



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20250127-2025-003-AU
Date de télétransmission : 27/01/2025
Date de réception préfecture : 27/01/2025

AL-West B.V.

Dortmundstraat 16B, 7418 BH Deventer, the Netherlands
Tel. +31(0)570 788110
e-Mail: info@al-west.nl, www.al-west.nl

**AGROLAB GROUP**

Your labs. Your service.

RAPPORT D'ANALYSE 1474731 - 431074 220659 - AULNAY SOUS BOIS

Date: 29.10.2024

Information sur l'échantillon

Numéro d'échantillon	Nom d'échantillon	Date de prélèvement
431074	PZ2	21.10.2024

Paramètres	Unité	431074 PZ2
Trichloroéthylène	µg/l	0,6
Tétrachloroéthylène	µg/l	1,4

Composés Organohalogénés

Paramètres	Unité	431074 PZ2
AOX	mg/l	<0,010 ³⁾

Polychlorobiphényles

Paramètres	Unité	431074 PZ2
PCB (28)	µg/l	<0,010 ³⁾
PCB (52)	µg/l	<0,010 ³⁾
PCB (101)	µg/l	<0,010 ³⁾
PCB (118)	µg/l	<0,010 ³⁾
PCB (138)	µg/l	<0,010 ³⁾
PCB (153)	µg/l	<0,010 ³⁾
PCB (180)	µg/l	<0,010 ³⁾
Somme PCB (STI) (ASE)	µg/l	n.d. ³⁾
Somme 7 PCB (Ballschmiter)	µg/l	n.d. ³⁾

Hydrocarbures totaux

Paramètres	Unité	431074 PZ2
Hydrocarbures totaux C10-C40	µg/l	<50 ³⁾
Fraction C10-C12 ⁴⁾	µg/l	<10 ³⁾
Fraction C12-C16 ⁴⁾	µg/l	<10 ³⁾
Fraction C16-C20 ⁴⁾	µg/l	<5,0 ³⁾
Fraction C20-C24 ⁴⁾	µg/l	<5,0 ³⁾
Fraction C24-C28 ⁴⁾	µg/l	<5,0 ³⁾
Fraction C28-C32 ⁴⁾	µg/l	<5,0 ³⁾
Fraction C32-C36 ⁴⁾	µg/l	<5,0 ³⁾
Fraction C36-C40 ⁴⁾	µg/l	<5,0 ³⁾

1) "++" Signifie que le traitement requis a été effectué en laboratoire.

2) Les résultats ne tiennent pas compte des teneurs en dessous des seuils de quantification.

3) Explication : "<" ou "n.d." indiquent que la concentration de l'analyte est inférieure à la limite de quantification (LQ).

4) La méthode d'analyse de la DBO5 est effectuée conformément à la norme en (5) jours ou (2 + 5) jours.

5) Phosphore total : préparation selon NEN 6663 (1987), mesure conforme à NEN-ISO 15923-1.

6) Analyse des nitrites : le chlore libre peut interférer avec la détermination des nitrites.

7) Analyse des nitrates : une teneur en chlorure supérieure à 100 mg / l peut avoir un effet négatif sur la teneur en nitrates.

8) Analyse de la DBO-5 : L'analyse a été réalisée avec suppression de la nitrification. Le nombre de réplique pour la mesure est de un.

Début de l'analyse : 22.10.2024

Fin de l'analyse : 29.10.2024

Les paramètres réalisés par AL-West BV sont accrédités selon la norme EN ISO/IEC 17025:2017. Seuls les paramètres non accrédités et/ou externalisés sont marqués du symbole *).

Kamer van Koophandel Directeur
Nr. 08110898 ppa. Marc van Gelder
VAT/BTW-ID-Nr.: Dr. Paul Wimmer
NL 811132559 B01

page 4 de 6



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20250127-2025-003-AU
Date de télétransmission : 27/01/2025
Date de réception préfecture : 27/01/2025

ANNEXE IV – Tableau de suivi analytique

Projet					
Titulaire	Commune	Arrete/convention de déversement du	autorisé par	type d'eau	débit autorisé
				eau process	
				rabattement de nappe	
				eau de ruissellement	
				...	

Suivis des rejets (concentration en mg/l)	Date de l'autosurveillance					
	débit réel (m3/j)					
	date début des rejets					
	cumul des volumes rejetés (m3)					
	MES					
	DCO					
	DBO5					
	NGL					
	Ptot					
	Alu					
	Fer					
	Chrome tot					
	Chrome VI					
	Cu					
	Ni					
	Pb					
	Zn					
	Hg					
	Métaux totaux					
	AOx					
	HCT					
	COHV					
	Sulfates					
	Indice phénol					
	PCB					
	HAP					
	PCB					
	TAC					
	date du prélèvement					
	Commentaires					